



Déclaration liminaire au CT des DDI du 16 janvier 2014 L 'Etat territorial coincé entre crise et crises !

Monsieur le Président,

A l'aube de la première année de plein exercice du nouveau gouvernement, FO avait placé il y a un an son intervention lors du CT des DDI du 17 janvier autour de la question « 2013 : l'année où les actes rejoignent les discours ? ».

Deux comités techniques plus tard – dont un écourté suite au départ de l'ensemble des organisations syndicales –, quelques réunions du comité interministériel de la modernisation de l'action publique livrant leur lot de mesures s'empilant sur les épaules d'un État territorial n'ayant pas encore digéré les résidus de RGPP, nombre d'alertes adressées par les organisations syndicales restant sans réponse, **force est de constater que le « patient DDI » reste bien malade !**

Et pourtant, des discours, il y en a eu au plus haut niveau : engagement de préservation du niveau départemental, de ses implantations territoriales, de ses missions. Mais derrière les discours de façade, la saignée en effectifs et missions n'a cessé de s'appliquer à des ministères « actionnaires » des DDI classés dans la case des « non-prioritaires ». **Certains ministres devenant même bio-dégradables dès lors qu'ils osaient défendre leur budget...**

FO a d'ailleurs fait la démonstration que la MAP prolongeait en pire la RGPP pour les DDI, certaines familles de DDI perdant près de 10% de leurs effectifs en un an entre 2012 et 2013 ! L'administration a elle-même de plus en plus de mal à cacher la vérité des faits : la préparation des élections professionnelles de cette fin d'année l'amenant à reconnaître que le nombre d'électeurs passerait entre 2010 et fin 2012 de 42977 à ... 34402 !

Au delà de la question des moyens, la Réate II se profile à l'horizon : création du Préfet de région « Roi du BOP tout puissant », mise en perspective d'une régionalisation de la gestion des personnels dans le rapport Pêcheur, **tous les ingrédients se mettent en place pour faire remonter d'un étage le front de l'interministérialité au niveau des directions régionales, les coupant des ministères ainsi que les personnels des DDI et des DR.** Les Préfets bientôt « supers DRH », perdant de vue leur vocation première !

Au final, un bilan loin, très loin, des vœux exprimés début 2013 par FO auprès de vous, pour que les agents puissent enfin retrouver :

- le sens de la conduite de leurs missions de service public précieuses pour la Nation,
- la lisibilité sur la pérennité de ces mêmes missions, de leurs postes et de leurs services,
- la valorisation de leurs parcours professionnels, de leurs conditions de travail et de leurs rémunérations.

Le tout pour enfin recouvrer la sérénité indispensable à l'exercice de leurs missions et à la prévention des risques psychosociaux, dimension aussi présente dans les discours que discrète dans les faits.

Et de risques psychosociaux, il en est très directement et concrètement question dans le cadre des plans sociaux ADS/ATESAT. **Et ce ne sont plus seulement les organisations syndicales qui l'affirment, mais aussi les médecins de prévention du MEDDE/METL ainsi que son Conseiller scientifique auprès de son CHSCT !**

Non, désormais on ne pourra plus dire qu' « on ne savait pas ».

Non, on ne pourra plus prétendre que les organisations syndicales portaient un message alarmiste – auquel il convenait de ne pas s'abaisser à répondre ! En témoignent les sollicitations adressées notamment par FO à ce comité technique, restées sans aucune réponse à ce jour.

Et au delà de ces « réformes », nul besoin de tenter de nous convaincre que tout ira mieux demain. D'autres nouvelles menaces se présentent déjà à l'horizon : **inquiétudes sur la police de l'environnement** avec une évaluation MAP en cours et les enjeux correspondants pour les ICPE installations agricoles en DDPP, **abandon en rase campagne des services d'eau et d'assainissement** face aux grands lobbies, **appétit croissant des conseils régionaux dans le cadre du transfert du FEADER...**

Alors, Monsieur le Président, à l'aube de cette année 2014, FORCE OUVRIERE vous adresse solennellement ses vœux :

Pour que le service public ne "prenne plus l'eau",
Pour que la raison reprenne enfin le dessus dans les décisions,
Pour que les agents reprennent espoir,
Pour que le niveau départemental reprenne du poil de la bête,
Pour que la République reprenne SES couleurs !

2013 aura démontré dans les faits l'importance de la présence de l'État au niveau départemental pour gérer des crises dont la variété - climatiques, sociales, alimentaires, sanitaires - et dont la récurrence ne cessent de se renforcer... et combien il reste en 2014 à renforcer les DDI dans leurs moyens et compétences ! Ce que l'un de nos experts pourra démontrer à l'occasion de ce comité technique en rapport avec la situation bretonne de ce début d'année.

Sauf à ce que leur affaiblissement ne soit calculé pour mieux pouvoir démontrer qu'elles ne remplissent plus leurs missions...pour mieux pouvoir ensuite affirmer qu'elles sont déficientes et donc à réduire encore ?

Un État territorial affaibli par les effets de la crise budgétaire causée par une politique libérale désormais assumée à visage découvert. Un État territorial affaibli pour gérer les crises auxquelles notre société est soumise de manière de plus en plus aiguë.

Autant d'enjeux majeurs qui sont devant nous en cette année 2014...

Je vous remercie.

Fédération de l'Administration Générale de l'État – <mailto:contact@fagefo.fr>
Fédération de l'Enseignement, la Culture et la Formation Professionnelle – fnecfpfo@fr.oleane.com
Fédération de l'Équipement de l'Environnement des Transports et des Services – contact@feets-fo.fr
Fédération des Finances – fo.finances@wanadoo.fr

46 rue des Petites Écuries – 75010 Paris